

Table des matières

CODES

3 août 1998. – Nouveau CODE de procédure civile (<i>Mémorial A n° 64, 17 août 1998</i>)	1
17 décembre 1925. – CODE de la sécurité sociale (<i>Mémorial A n° 63, 17 décembre 1925</i>)	112
31 juillet 2006. – CODE du travail (<i>Mémorial A n° 149, 29 août 2006</i>).....	114
8 avril 2011. – LOI portant introduction d'un Code de la consommation (<i>Mémorial A n° 69, 12 avril 2011</i>)	137

DROIT CONSTITUTIONNEL ET PRINCIER

17 octobre 1868. – CONSTITUTION coordonnée (<i>Mémorial A n° 23, 22 octobre 1868</i>)	139
11 juin 2012. – DÉCRET GRAND-DUCAL portant coordination du Pacte de famille du 30 juin 1783 (<i>Mém. B n° 51, 23 juin 2012</i>).....	145

DROIT NATIONAL

Organisation judiciaire et procédure

27 juillet 1997. – LOI portant organisation de la Cour constitutionnelle (<i>Mémorial A n° 58, 13 août 1997</i>)....	147
31 octobre 1997. – RÈGLEMENT d'ordre intérieur de la Cour constitutionnelle (<i>Mémorial A n° 89, 28 novembre 1997</i>).....	149
7 mars 1980. – LOI sur l'organisation judiciaire (<i>Mémorial A n° 12, 14 mars 1980</i>)	150
16 août 1790. – DÉCRET sur l'organisation judiciaire ..	170
18 février 1885. – LOI sur les pourvois et la procédure en cassation (<i>Mémorial A n° 23, 18 avril 1885</i>).....	176
30 mars 1808. – DÉCRET IMPÉRIAL (N° 3245) contenant règlement pour la police et la discipline des cours et tribunaux. (<i>Mémorial A n° 2, 2 janvier 1808</i>).....	179
7 novembre 1996. – LOI portant organisation des juridictions de l'ordre administratif (<i>Mémorial A n° 79, 19 novembre 1996</i>).....	185
21 juin 1999. – LOI portant règlement de procédure devant les juridictions administratives (<i>Mémorial A n° 98, 26 juillet 1999</i>).....	196
29 juin 1990. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL portant règlement d'ordre intérieur pour la cour d'appel, les tribunaux d'arrondissement et les justices de paix. (<i>Mémorial A n° 32, 13 juillet 1990</i>)	202

23 décembre 1998. – LOI portant création d'une commission de surveillance du secteur financier (<i>Mémorial A n° 112, 24 décembre 1998</i>).....	209
22 décembre 1986. – LOI relative au relevé de la déchéance résultant de l'expiration d'un délai imparti pour agir en justice (<i>Mémorial A n° 108, 30 décembre 1986</i>) ...	220
31 juillet 1979. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL déterminant la procédure à suivre devant le tribunal de la jeunesse lorsqu'il est saisi en application de l'article 302, alinéa 2 du Code Civil (<i>Mémorial A n° 71, 6 septembre 1979</i>).....	221
18 avril 1984. – LOI relative à la délégation et à la déchéance de l'autorité parentale et à la tutelle aux prestations sociales (<i>Mémorial A n° 51, 7 juin 1984</i>).....	221
4 mai 1984. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL déterminant, en application de l'article III de la loi du 18 avril 1984 relative à la délégation et à la déchéance de l'autorité parentale et à la tutelle aux prestations sociales, la procédure à suivre devant le juge des tutelles en matière de tutelle aux prestations sociales (<i>Mémorial A n° 51, 7 juin 1984</i>).....	223
26 juillet 1980. – LOI concernant l'avance et le recouvrement de pensions alimentaires par le Fonds national de solidarité (<i>Mémorial A n° 55, 12 août 1980</i>) ..	224
24 décembre 1993. – «RÈGLEMENT GRAND-DUCAL déterminant en application de l'article 455 du Code de la sécurité sociale la procédure à suivre devant le Conseil arbitral de la sécurité sociale et le Conseil supérieur de la sécurité sociale, ainsi que les délais et frais de justice» (<i>Règlement g.-d. du 25 janvier 2017</i>) (<i>Mémorial A n° 107, 31 décembre 1993</i>)	225
10 novembre 2010. – LOI «relative aux recours en matière de marchés publics et d'attribution de contrats de concession» (<i>Loi du 3 juillet 2018</i>) (<i>Mémorial A n° 203, 12 novembre 2010</i>)	228
5 septembre 1919. – LOI concernant le règlement des dommages causés par les faits de guerre. (<i>Mémorial A n° 59, 13 septembre 1919</i>)	233
8 janvier 2013. – LOI concernant le surendettement et portant modification 1. de l'article 2016 du Code civil; 2. de l'article 536 du Code de commerce et portant abrogation 1. de la loi modifiée du 8 décembre 2000 sur le surendettement; 2. de l'article 41 de la loi du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2002; 3. de l'article 4.6° du Nouveau Code de procédure civile (<i>Mémorial A n° 26, 13 février 2013</i>).....	233
17 janvier 2014. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL portant exécution de la loi du 8 janvier 2013 concernant le surendettement. (<i>Mémorial A n° 13, 24 janvier 2014</i>) ..	242
11 novembre 1970. – LOI sur les cessions et saisies des rémunérations de travail ainsi que des pensions et rentes (<i>Mémorial A n° 62, 20 novembre 1970</i>).....	244
27 septembre 2016. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL fixant les taux de cessibilité et de saisissabilité des rémunérations de travail, pensions et rentes (<i>Mémorial A n° 206, 4 octobre 2016</i>).....	246

24 janvier 1990. – LOI portant création et organisation d'un tribunal pour la navigation de la Moselle (*Mémorial A n° 43, 11 juin 1998*)..... 246

25 septembre 1905. – LOI sur la transcription des droits réels immobiliers (*Mémorial A n° 63, 28 octobre 1905*)... 249

Professions judiciaires

10 août 1991. – LOI sur la profession d'avocat (*Mémorial A n° 58, 27 août 1991*)..... 252

9 janvier 2013. – RÈGLEMENT INTÉRIEUR de l'Ordre des Avocats du Barreau de Luxembourg (*Mémorial A n° 39, 6 mars 2013*)..... 265

22 avril 2005. – RÈGLEMENT INTÉRIEUR de l'Ordre des Avocats du Barreau de Diekirch (*Mémorial A n° 111, 28 juillet 2005*)..... 278

13 novembre 2002. – LOI portant transposition en droit luxembourgeois de la Directive 98/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 1998 visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un État membre autre que celui où la qualification a été acquise et portant: 1. modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat; 2. modification de la loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés. (*Mémorial A n° 140, 17 décembre 2002*)..... 290

9 décembre 1976. – LOI relative à l'organisation du notariat (*Mémorial A n° 76, 14 décembre 1976; Rect. Mémorial A n° 84, 31 décembre 1976*)..... 298

10 juin 2009. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL portant organisation du stage judiciaire et réglementant l'accès au notariat. (*Mémorial A n° 140, 17 juin 2009*)..... 308

4 décembre 1990. – LOI portant organisation du service des huissiers de justice (*Mémorial A n° 72, 22 décembre 1990*)..... 312

14 septembre 1973. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL réglant le fonctionnement de la chambre des huissiers de justice. (*Mémorial A n° 56, 2 octobre 1973*)..... 317

7 juin 2012. – LOI sur les attachés de justice et portant modification: – du Code d'instruction criminelle; – de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État; – de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire; – de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat; – de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif (*Mémorial A n° 125, 21 juin 2012*)... 319

29 avril 1980. – LOI réglant l'activité en prestations de service, au Grand-Duché de Luxembourg, des avocats habilités à exercer leurs activités dans un autre État membre des Communautés Européennes. (*Mémorial A n° 32, 14 mai 1980*)..... 327

18 septembre 1995. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL concernant l'assistance judiciaire (*Mémorial A n° 81, 3 octobre 1995*)..... 328

31 mai 1999. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL fixant les critères et la procédure d'agrégation aux fonctions de médiateur, la procédure de médiation pénale et le mode de rémunération des médiateurs (*Mémorial A n° 67, 11 juin 1999*)..... 331

Arbitrage

26 novembre 1981. – LOI portant approbation – de la Convention européenne sur l'arbitrage commercial international et de son Annexe, faites à Genève, le 21 avril 1961 – de l'Arrangement relatif à l'application de la Convention européenne sur l'arbitrage commercial international, fait à Paris, le 17 décembre 1962. (*Mémorial A n° 94, 19 décembre 1981*)..... 332

20 mai 1983. – LOI portant approbation de la Convention de New York du 10 juin 1958 pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères. (*Mémorial A n° 43, 21 juin 1983*)..... 335

DROIT EUROPÉEN

4 novembre 1950. – CONVENTION européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales..... 339

5 mars 1996. – ACCORD européen concernant les personnes participant aux procédures devant la Cour européenne des droits de l'homme..... 344

27 janvier 1977. – ACCORD européen sur la transmission des demandes d'assistance judiciaire, fait à Strasbourg le 27 janvier 1977..... 345

12 décembre 2007. – CHARTE des droits fondamentaux de l'Union européenne – Version consolidée (*J.O. C 202, 7 juin 2016*)..... 347

25 septembre 2012. – RÈGLEMENT de procédure de la Cour de justice (*J.O. L 265, 29 septembre 2012*)..... 351

25 novembre 2016. – RECOMMANDATIONS à l'attention des juridictions nationales, relatives à l'introduction de procédures préjudicielles (2016/C 439/01) (*JO n° C 439, 25 novembre 2016*)..... 375

10 décembre 2019. – INSTRUCTIONS pratiques aux parties, relatives aux affaires portées devant la Cour (*J.O. L 421, 14 février 2020*)..... 380

20 septembre 2016. – DÉCISION (UE) 2016/2386 de la Cour de justice des Communautés européennes concernant les règles de sécurité applicables aux renseignements ou pièces produits devant le Tribunal au titre de l'article 105 de son règlement de procédure (*J.O. L 355, 24 décembre 2016*)..... 388

16 octobre 2018. – DÉCISION de la Cour de justice relative au dépôt et à la signification d'actes de procédure par la voie de l'application e-Curia (*J.O. L 293, 20 novembre 2018*)..... 393

12 décembre 2012. – RÈGLEMENT (UE) n° 1215/2012 du Parlement européen et du Conseil concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (Bruxelles Ibis) (*J.O. L 351, 20 décembre 2012; Rect. J.O. L 338, 15 octobre 2020*)..... 394

1^{er} avril 2015. – LOI relative à la mise en application du règlement (UE) n° 1215/2012 du 12 décembre 2012 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (refonte) et modifiant le Nouveau Code de procédure civile. (*Mémorial A n° 63, 3 avril 2015*)..... 409

27 novembre 2003. – RÈGLEMENT (CE) n° 2201/2003 du Conseil relatif à la compétence, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière matrimoniale et en matière de responsabilité parentale abrogeant le règlement (CE) n° 1347/2000 (Bruxelles IIbis) (<i>J.O. L 338, 23 décembre 2003; Rect. J.O. L 82, 22 mars 2013</i>)	409	13 novembre 2007. – RÈGLEMENT (CE) n° 1393/2007 du Parlement européen et du Conseil relatif à la signification et à la notification dans les États membres des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale («signification ou notification des actes»), et abrogeant le règlement (CE) n° 1348/2000 du Conseil (<i>J.O. L 324, 10 décembre 2007</i>)	517
20 décembre 2010. – RÈGLEMENT (UE) n° 1259/2010 du Conseil mettant en œuvre une coopération renforcée dans le domaine de la loi applicable au divorce et à la séparation de corps (<i>J.O. L 343, 29 décembre 2010</i>)	419	4 juillet 2012. – RÈGLEMENT (UE) n° 650/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions, et l'acceptation et l'exécution des actes authentiques en matière de successions et à la création d'un certificat successoral européen (<i>J.O. L 201, 27 juillet 2012; Rect. J.O. L 344, 14 décembre 2012; Rect. J.O. L 60, 2 mars 2013; Rect. J.O. L 243, 23 septembre 2019</i>)	520
12 décembre 2006. – RÈGLEMENT (CE) n° 1896/2006 du Parlement européen et du Conseil instituant une procédure européenne d'injonction de payer (<i>J.O. L 399, 30 décembre 2006</i>)	421	21 avril 2004. – RÈGLEMENT (CE) n° 805/2004 du Parlement européen et du Conseil portant création d'un titre exécutoire européen pour les créances incontestées (<i>J.O. L 142, 30 avril 2004; Rect. J.O. L 97, 15 avril 2005</i>)	532
11 juillet 2007. – RÈGLEMENT (CE) n° 861/2007 du Parlement européen et du Conseil instituant une procédure européenne de règlement des petits litiges (<i>J.O. L 199, 31 juillet 2007</i>)	426	17 octobre 2000. – DÉCISION 2000/642/JAI du Conseil relative aux modalités de coopération entre les cellules de renseignement financier des États membres en ce qui concerne l'échange d'informations (<i>J.O. L 271, 24 octobre 2000</i>)	536
20 mai 2015. – RÈGLEMENT (UE) 2015/848 du Parlement européen et du Conseil relatif aux procédures d'insolvabilité (<i>J.O. L 141, 5 juin 2015; Rect. J.O. L 349, 21 décembre 2016</i>)	432		
12 juin 2013. – RÈGLEMENT (UE) n° 606/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif à la reconnaissance mutuelle des mesures de protection en matière civile (<i>J.O. L 181, 29 juin 2013</i>)	451		
2 septembre 2014. – RÈGLEMENT D'EXÉCUTION (UE) N° 939/2014 DE LA COMMISSION établissant les formulaires de certificats visés aux articles 5 et 14 du règlement (UE) n° 606/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif à la reconnaissance mutuelle des mesures de protection en matière civile (<i>JO n° L 263, 3 septembre 2014</i>)	454		
18 décembre 2008. – RÈGLEMENT (CE) n° 4/2009 du Conseil relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions et la coopération en matière d'obligations alimentaires (<i>J.O. L 7, 10 janvier 2009; Rect. J.O. L 131, 18 mai 2011; Rect. J.O. L 8, 12 janvier 2013</i>)	459	CONVENTIONS INTERNATIONALES	
28 mai 2001. – RÈGLEMENT (CE) n° 1206/2001 du Conseil relatif à la coopération entre les juridictions des États membres dans le domaine de l'obtention des preuves en matière civile ou commerciale (<i>J.O. L 174, 27 juin 2001; Rect. J.O. L 324, 30 novembre 2016</i>)	471	10 mai 1952. – CONVENTION internationale pour l'unification de certaines règles sur la saisie conservatoire des navires de mer.	538
15 mai 2014. – RÈGLEMENT (UE) n° 655/2014 du Parlement européen et du Conseil portant création d'une procédure d'ordonnance européenne de saisie conservatoire des comptes bancaires, destinée à faciliter le recouvrement transfrontière de créances en matière civile et commerciale (<i>J.O. L 189, 27 juin 2014</i>)	482	1 ^{er} mars 1954. – CONVENTION internationale relative à la procédure civile	540
10 octobre 2016. – RÈGLEMENT d'exécution (UE) 2016/1823 de la Commission établissant les formulaires mentionnés dans le règlement (U.E.) n° 655/2014 du Parlement européen et du Conseil portant création d'une procédure d'ordonnance européenne de saisie conservatoire des comptes bancaires, destinée à faciliter le recouvrement transfrontière de créances en matière civile et commerciale (<i>J.O. L 283, 19 octobre 2016</i>)	495	31 mars 1965. – TRAITÉ relatif à l'institution et au statut d'une Cour de justice Benelux	543
		15 novembre 1965. – CONVENTION relative à la signification et à la notification à l'étranger des actes judiciaires en matière civile ou commerciale et de l'annexe 7 juin 1968. – CONVENTION européenne dans le domaine de l'information sur le droit étranger, faite à Londres (<i>Mon. 23 novembre 1973</i>)	551
		18 mars 1970. – CONVENTION de La Haye sur l'obtention des preuves à l'étranger en matière civile ou commerciale.	553
		18 juin 1971. – LOI portant approbation de la Convention sur le recouvrement des aliments à l'étranger, en date à New York, du 20 juin 1956 (<i>Mémorial A n° 42, 3 juillet 1971</i>)	557
		16 mai 1972. – CONVENTION européenne sur la computation des délais (<i>Mémorial A n° 57, 16 juin 1984</i>)	559
		16 mai 1972. – CONVENTION européenne sur l'immunité des États, l'Annexe et le Protocole additionnel à la Convention	560
		25 octobre 1980. – CONVENTION tendant à faciliter l'accès international à la justice (<i>Mémorial A n° 145, 24 décembre 2002</i>)	566
		25 octobre 1980. – CONVENTION sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants, faite à La Haye	570
		29 mai 1993. – CONVENTION sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale (<i>Mon. 19 mai 1994; Mon. 6 juin 2005</i>)	574

19 octobre 1996. – CONVENTION de La Haye concernant la compétence, la loi applicable, la reconnaissance, l'exécution et la coopération en matière de responsabilité parentale et de mesures de protection des enfants (*J.O. L 151, 11 juin 2008*) 578

23 novembre 2007. – CONVENTION sur le recouvrement international des aliments destinés aux enfants et à d'autres membres de la famille (*J.O. L 192, 22 juillet 2011*) 584

COVID

25 mars 2020. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL portant suspension des délais en matière juridictionnelle et adaptation temporaire de certaines autres modalités procédurales (*Mémorial A n° 185, 25 mars 2020*) 597

20 juin 2020. – LOI portant 1° prorogation de mesures concernant a) la tenue d'audiences publiques pendant l'état de crise devant les juridictions dans les affaires soumises à la procédure écrite; b) certaines adaptations de la procédure de référé exceptionnel devant le juge aux affaires familiales; c) la suspension des délais en matière juridictionnelle, et d) d'autres modalités procédurales; 2° dérogation temporaire aux articles 74 à 76 et 83 de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat; 3° dérogation temporaire aux articles 15 et 16 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat; et 4° modification de l'article 89 de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise (*Mémorial A n° 523, 24 juin 2020; Rect. Mémorial A n° 559, 1^{er} juillet 2020*) 600

20 juin 2020. – LOI portant adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière pénale (*Mémorial A n° 542, 25 juin 2020*) 602

19 décembre 2020. – LOI portant 1° adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière civile et commerciale; 2° modification de la loi du 25 novembre 2020 portant modification: 1° de la loi modifiée du 23 septembre 2020 portant des mesures concernant la tenue de réunions dans les sociétés et dans les autres personnes morales 2° de la loi du 20 juin 2020 portant 1° prorogation de mesures concernant a) la tenue d'audiences publiques pendant l'état de crise devant les juridictions dans les affaires soumises à la procédure écrite; b) certaines adaptations de la procédure de référé exceptionnel devant le juge aux affaires familiales; c) la suspension des délais en matière juridictionnelle, et d) d'autres modalités procédurales; 2° dérogation temporaire aux articles 74 à 76 et 83 de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat; 3° dérogation temporaire aux articles 15 et 16 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat; et 4° modification de l'article 89 de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise et portant suspension du délai prévu à l'article 55. (*Mémorial A n° 1056, 22 décembre 2020*) 604

BIBLIOGRAPHIE

Monographies 607

Articles 608